

L'influence du WWF au sein de la macronie

A&E

Une ancienne dirigeante du WWF se trouve désormais aux manettes du ministère de la Transition écologique. Un exemple supplémentaire de la porosité entre la macronie et l'association au panda

La nomination de Monique Barbut au [ministère de la Transition écologique](#) porte clairement la marque du président Macron, qui persiste à emmurer la France dans cette écologie des « *limites planétaires* » typique du narratif des ONG environnementales, tandis que le monde entier s'ouvre aux nouveaux horizons de progrès que sont l'IA, les nouvelles techniques génomiques, les réseaux métallo-organiques, et bientôt la fusion thermonucléaire.

Une fonctionnaire de l'écologie Présentée comme une experte de la diplomatie environnementale, Monique Barbut s'est distinguée dès 1992 par sa participation, en tant que membre de la délégation française, au Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro. Elle a ensuite occupé divers postes à responsabilités dans les milieux environnementaux institutionnels. De 1994 à 1996, elle a ainsi dirigé le Fonds français pour l'environnement mondial, puis présidé le Fonds pour l'environnement mondial de 2006 à 2012, avant d'occuper, de 2013 à 2019, le poste de secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. En parallèle, Monique Barbut a rejoint dès 2014 le conseil d'administration de la branche française de la plus importante association écologiste au monde, à savoir le WWF, avant de présider la multinationale verte de 2021 à 2023. En 2019, l'Élysée l'a nommée envoyée spéciale pour la biodiversité, puis pour le climat, poste qu'elle occupait encore avant son arrivée au ministère.



recevez notre newsletter pour ne pas manquer nos infos, analyses et décryptages

Une fonctionnaire de l'écologie

Présentée comme une experte de la diplomatie environnementale, Monique Barbut s'est distinguée dès 1992 par sa participation, en tant que membre de la délégation française, au Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro. Elle a ensuite occupé divers postes à responsabilités dans les milieux environnementaux institutionnels.

Emmanuel Macron a donc choisi, à nouveau, de confier le portefeuille de ministre de l'Écologie à une personnalité étroitement liée à l'univers des ONG écologistes

De 1994 à 1996, elle a ainsi dirigé le Fonds français pour l'environnement mondial, puis présidé le Fonds pour l'environnement mondial de 2006 à 2012, avant d'occuper, de 2013 à 2019, le poste de secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. En parallèle, Monique Barbut a rejoint dès 2014 le conseil d'administration de la branche française de la plus importante association écologiste au monde, à savoir le WWF, avant de présider la multinationale verte de 2021 à 2023. En 2019, l'Élysée l'a nommée envoyée spéciale pour la biodiversité, puis pour le climat, poste qu'elle occupait encore avant son arrivée au ministère.

Emmanuel Macron a donc choisi, à nouveau, de confier le portefeuille de ministre de l'Écologie à une personnalité étroitement liée à l'univers des ONG écologistes, nonobstant le fait que, comme le confirme un récent sondage, la hype écologiste est aujourd'hui passée, les Français plaçant désormais la protection de l'environnement à la seizième place de leurs préoccupations.

Porosité historique entre la macronie et le WWF

Le cas de Monique Barbut est loin d'être unique. Il existe, en effet, une porosité avérée entre la macronie et le WWF. Ainsi, dès la campagne présidentielle de 2017, un réseau baptisé « Transition Écologique En Marche » (Teem) réunissait un groupe d'« experts » pour élaborer le volet environnemental du candidat Emmanuel Macron.

L'animatrice de ce groupe était Diane Simiu, à l'époque directrice des programmes du WWF France, qui avait auparavant dirigé l'Unité des Marchés de Carbone au ministère de l'Écologie. Comme le retrace le média écologiste Reporterre, elle *« est passée à temps partiel pour pouvoir piloter le groupe de travail sur le programme environnement d'Emmanuel Macron, où elle a eu à cœur d'intégrer des experts issus de la société civile, précise un membre du groupe »*. Au lendemain de la victoire d'Emmanuel Macron, Diane Simiu a quitté le WWF pour devenir conseillère technique écologie du président de la République et du Premier ministre. Aujourd'hui, elle est directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air au sein du ministère de la Transition écologique.

Le cas de Monique Barbut est loin d'être unique, car il existe, en effet, une porosité avérée entre la macronie et le WWF

Un autre animateur de Teem, Philippe Zaouati, a fondé en 2018 L'Union fait le climat, un collectif créé dans la continuité du groupe d'« experts » et qui *« s'inscrit pleinement dans le courant politique de la majorité présidentielle »*. Peu après, en 2020, il est devenu administrateur du WWF France, poste qui est encore le sien aujourd'hui.

Le cas Canfin

Le cas de Pascal Canfin est également emblématique. Devenu directeur général du WWF France en janvier 2016, il a été nommé en novembre 2018 par Emmanuel Macron parmi les treize membres du Haut Conseil pour le climat, créé la même année et placé sous l'autorité du Premier ministre.

En mars 2019, Pascal Canfin a annoncé son départ de la multinationale verte afin de préparer les élections européennes et il a intégré la liste macroniste, à un moment où le vote vert avait le vent en poupe. Élu eurodéputé, il devient président de la commission chargée de l'environnement au Parlement européen. Présenté comme *« une des pièces maîtresses d'Emmanuel Macron dans l'Union des 27 »* par le magazine Challenges, Pascal Canfin se révèle un infatigable partisan du Green Deal.

C'est à cette époque, en 2019, que Marine Braud, qui fut l'assistante exécutive de Canfin quand il

était aux commandes du WWF, quitte l'association pour rejoindre le ministère de la Transition écologique en tant que « conseillère société civile ».

Contrairement à d'autres ONG, le WWF a souvent eu à sa tête des dirigeants issus du milieu des affaires, comme John H. Loudon, ancien président de la Royal Dutch Shell

Marine Braud a ensuite été promue conseillère écologie du président de la République et du Premier ministre de 2022 à 2023, puis directrice de cabinet de la secrétaire d'État chargée de la biodiversité.

Et les exemples de portes tournantes entre les milieux du pouvoir et le WWF ne se limitent pas à ces quelques cas. On pourrait également citer Jean Burkard, directeur du plaidoyer (traduire « du lobbying ») du WWF France depuis 2023, qui était auparavant l'assistant parlementaire de la macroniste Olivia Grégoire, qu'il a suivie au secrétariat d'État à l'Économie sociale, solidaire et responsable, puis au porte-parolat du gouvernement en tant que directeur de cabinet adjoint.

Un lobbying de pouvoir

Vu du côté du WWF, ce genre de pratiques n'a rien d'étonnant, puisque « *influencer les pouvoirs publics* » a toujours fait partie de son ADN.

Selon les déclarations du WWF France à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, ses dépenses pour des activités de lobbying auprès des députés et sénateurs oscillent selon les années entre 100 000 et 600 000 euros. Ce qui semble peu au regard de la puissance financière de cette ONG, qui, en France, possède un staff de 122 personnes, et affiche, pour l'exercice 2023-2024, un budget de 41,7 millions d'euros. Un montant somme toute assez modeste par rapport au revenu global du WWF International et de l'ensemble de ses branches nationales, qui s'élève à plus d'un milliard d'euros.

— lire aussi : [Le financement européen des ONG sur la sellette](#)

Sa force de frappe est d'autant plus importante qu'il se pose comme un interlocuteur raisonnable avec lequel on peut discuter, et compte, en France, trente-neuf grandes entreprises partenaires (dont Michelin, Groupe Bel, Carrefour, Lidl, Sodexa et Groupe Hermès).

Contrairement à d'autres ONG, le WWF a d'ailleurs souvent eu à sa tête des dirigeants issus du milieu des affaires, comme John H. Loudon, ancien président de la Royal Dutch Shell, ou Anton Rupert, PDG des cigarettes Rothmans, ou encore Ronald Biegs, ancien directeur général de Coca-Cola en France et en Allemagne. Il en va de même pour le WWF France, puisque l'actuelle présidente a été directrice générale RSE du groupe L'Oréal et que, parmi les administrateurs, on trouve par exemple Antoine Fiévet, président du Groupe Bel (Boursin, Kiri, Vache qui Rit) et de l'entreprise de recyclage Citeo. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi la multinationale verte suscite un rejet catégorique de la part de l'ensemble de la frange écolodécroissante anticapitaliste. Ainsi, l'ancien porte-parole de Greenpeace Clément Sénéchal ne mâche pas ses mots : le WWF est l'« *antenne du greenwashing néolibéral* » et « *le pire de l'écologie bourgeoise à l'œuvre* ».

Ce qui n'est pas totalement faux. Sauf que, depuis cinquante ans, le WWF défend le dogme central de l'écologie politique, à savoir imposer l'idée qu'il ne peut y avoir indéfiniment de la croissance. Leonard Creutzburg, responsable des nouveaux modèles économiques et des questions d'avenir au WWF Suisse, explique ainsi que « *les acteurs économiques et les responsables politiques doivent remettre en question le paradigme de la croissance, car de nos jours, la croissance économique ne conduit ni à plus de prospérité, ni à une situation écologiquement soutenable* ». D'où la résolution du WWF de marteler ce dogme auprès du grand public par le biais de sa campagne médiatique annuelle baptisée le Jour du dépassement, visant à faire croire qu'à une certaine date (le 24 juillet pour l'année 2025) l'humanité aurait consommé l'ensemble des ressources que la planète peut renouveler en une année.

Le WWF France a d'ailleurs profité de l'édition 2025 du Jour du dépassement pour faire un focus sur l'agriculture, appelant à miser « sur des leviers de sobriété, d'agroécologie et les solutions fondées sur la nature » et, plus généralement, à « *repenser notre système agricole, qui consomme à lui seul près de 60 % de l'eau douce mobilisée dans le pays, et notre système alimentaire, responsable de plus de la moitié de l'empreinte eau de notre consommation nationale* ».

Si la loi Duplomb est un marqueur, c'est assurément celui d'un retour au monde réel

Ce fut aussi pour Jean Burkard, directeur du plaidoyer au WWF France, l'occasion de mettre en accusation la loi Duplomb : « *Alors qu'en ce jour du dépassement mondial, nous épuisons les ressources disponibles, la loi Duplomb aggrave un désastre annoncé.* » Un désastre qui est annoncé au premier chef pour l'écologie politique, car, si la loi Duplomb est un marqueur, c'est assurément celui d'un retour au monde réel, où l'acte de produire reprend ses lettres de noblesse.